Les crédits

Trop souvent, le gouvernement ne fait qu'ajouter des programmes. Nous avons appris que le temps était venu de faire un examen global et de dire: «Avons-nous besoin de ce programme? A-t-il sa raison d'être dans la situation actuelle? Est-il bien structuré?» Nous avons pris des mesures et nous continuerons d'en prendre.

Si nous regardons les conseils et les commissions, dans certains cas, nous les avons éliminés complètement et, dans d'autres cas, nous avons réduit le nombre de membres. Nous pouvons faire des réductions, mais il y a des limites. Nous devons nous arrêter à un certain point. Je sais que les députés réformistes veulent sabrer aveuglément dans toutes les dépenses, mais ce n'est pas la solution. Ils ne comprennent pas qu'il nous faut bâtir l'infrastructure, qu'elle soit culturelle ou scientifique.

• (1730)

Si les députés d'en face écoutaient, ils apprendraient quelque chose, mais bien souvent ils n'écoutent pas.

On veut toujours bâtir des Silicone Valley et toute cette énorme infrastructure. Cela ne peut pas se faire du jour au lendemain, mais cela peut être détruit du jour au lendemain en sabrant dans les budgets. Les députés réformistes étaient contre le programme d'infrastructure. Ils ne comprennent pas très bien à quel point l'infrastructure est importante, qu'il s'agisse du réseau routier ou du réseau des communications. Toutes ces infrastructures sont très importantes.

En tant qu'homme d'affaires, j'en comprends toute l'importance, car lorsqu'on veut faire transporter des marchandises à une centaine de milles de distance et qu'on ne dispose pas d'un bon réseau routier, cela pourrait prendre quatre heures au lieu de deux, ce qui coûterait plus cher. Il est donc très important de bénéficier d'une bonne infrastructure.

Les députés du Parti réformiste parlent d'une forte augmentation imminente des taxes et des impôts, mais ils savent que ce n'est pas vrai. Ils le savent, mais pourquoi en parlent-ils? C'est parce que le nombre de leurs membres est en train de diminuer et qu'ils veulent le faire augmenter. Ils ont donc distribué une brochure comportant toutes sortes de chiffres. Et au centre de cette brochure, surprise, on trouve un formulaire d'adhésion portant une invitation à joindre les rangs du Parti réformiste. C'est de l'opportunisme politique. C'est honteux. Il faut faire connaître la réalité aux Canadiens, il faut leur dire la vérité.

Nous devons nous attaquer à notre déficit et nous avons un programme clair pour le faire. Je le répète, si les députés réformistes écoutaient, ils apprendraient quelque chose, mais ils s'en tiennent trop souvent à des perspectives étriquées, rejetant tous les autres points de vue.

Il nous faut nous attaquer au déficit, mais nous devons agir de manière rationnelle, réaliste et raisonnable. Nous nous sommes fixé des objectifs très clairs pendant la campagne électorale, et nous allons nous y tenir. Nous allons ramener le déficit à 3 p. 100 du PIB pendant les trois premières années de notre mandat.

Les députés réformistes avaient un plan dément qui consistait à éliminer totalement le déficit en trois ans. Ils viennent d'y renoncer. Ils parlent maintenant de cinq ans. Ils se sont aperçus qu'il était impossible d'y arriver en trois ans.

Pour régler le problème du déficit, il faut agir non seulement sur les dépenses, mais aussi sur les recettes. Nous devons veiller à ce que l'économie croisse et bâtir la confiance dans l'économie. Aux termes du programme réformiste, vous retirerez 40 milliards de l'économie en trois ans. Est-ce que c'est ainsi que vous ferez naître la confiance? Absolument pas. C'est pourquoi il est si important d'avoir une approche rationnelle et raisonnable.

Les réformistes parlent sans cesse des pensions. . .

La présidente suppléante (Mme Maheu): J'invite les députés à s'adresser à la présidence.

M. Dhaliwal: Madame la Présidente, je disais donc qu'il faut aborder le déficit de façon rationnelle et raisonnable, en se souciant à la fois des dépenses et des recettes. Nous nous sommes donné un programme clair, un objectif clair, pendant la campagne électorale, et nous allons l'atteindre. Nous maintenons l'objectif de 3 p. 100 du PIB.

Il y a également les recettes. Nous tenons à nous assurer que la confiance règne. Il suffit d'ouvrir les yeux pour constater que nous avons réussi. La croissance économique a été de 4,7 p. 100. Nous avons créé 400 000 emplois. Voilà qui donne confiance dans une économie où les investisseurs veulent injecter des capitaux et où nous pouvons stimuler la croissance.

Nous avons aussi aidé les petites entreprises parce que nous savons que ce sont elles qui créent les emplois. Nous voulons réduire les tracasseries administratives des petites entreprises. Nous avons pris des mesures à cette fin.

• (1735)

Une voix: Bravo!

M. Dhaliwal: Si le député applaudit, c'est parce que nous avons pris des mesures très concrètes pour réduire les tracasseries administratives des petites entreprises.

Afin de favoriser la création de richesse, nous avons aussi élaboré un excellent programme commercial. Les députés ont vu l'excellent programme que le premier ministre a proposé pour garantir que nous puissions soutenir la concurrence dans cette économie globale, que nous n'en soyons pas exclus et que les entreprises canadiennes puissent aller partout dans le monde faire la promotion de leurs produits.

Nous avons non seulement un programme qui vise les dépenses, mais nous en avons aussi un qui concerne les recettes, pour pouvoir faire face à la conjoncture économique actuelle.

Nous allons nous attaquer au déficit. Les Canadiens veulent que nous réglions ce problème, et je suis certain que les députés de part et d'autre de la Chambre appuieront le budget qui prévoira des solutions rationnelles, raisonnables et globales pour nous permettre de surmonter notre situation difficile.